

## DÉCLARATION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU G7 MARQUANT DEUX ANS DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE DÉVASTATRICE AU SOUDAN

Le 15 avril 2025 – Ottawa (Ontario) – Affaires mondiales Canada

Nous, les ministres des Affaires étrangères du G7 représentant l'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni, ainsi que la haute représentante de l'Union européenne, dénonçons sans équivoque le conflit, les atrocités et les graves violations des droits de la personne en cours au Soudan, alors que le monde souligne les deux ans du début de la guerre dévastatrice entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (FSR).

En conséquence directe des actions menées par les FAS et les FSR, le peuple soudanais, plus particulièrement les femmes et les enfants, subit la crise humanitaire et de déplacement la plus importante au monde, ainsi que des atrocités persistantes, notamment des violences sexuelles généralisées liées au conflit, des attaques à motivation ethnique et des assassinats de représailles. Ces crimes doivent cesser immédiatement.

Nous condamnons fermement les attaques menées par les FSR à El-Fasher et dans les environs, à l'encontre des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays de Zamzam et d'Abou Shouk, qui ont fait de nombreuses victimes, y compris parmi les travailleuses et travailleurs humanitaires. La population civile doit être protégée et autorisée à circuler en toute sécurité.

Alors que la famine continue de se propager au Soudan, les membres du G7 sont préoccupés par les informations faisant état du recours à la famine contre la population civile comme méthode de guerre, et réitèrent que de tels actes sont interdits en vertu du droit international humanitaire.

Nous appelons les parties belligérantes à respecter leurs obligations au titre du droit international humanitaire et leurs engagements conformément à la Déclaration de Djeddah, notamment la responsabilité cruciale de toujours faire la distinction entre la population civile et les combattants et entre les biens de caractère civil et les cibles militaires.

Nous demandons à toutes les parties au conflit d'éliminer les obstacles à l'efficacité de l'acheminement de l'aide humanitaire transfrontalière, d'assurer la sécurité des organisations humanitaires locales et internationales, et de permettre l'accès humanitaire au Soudan par tous les points de passage frontaliers, y compris le Soudan du Sud et le Tchad. Nous reconnaissons le rôle important des salles de réponse d'urgence dans la prise en charge et la protection des civils et sollicitons leur maintien. Nous appelons en outre toutes les parties à s'abstenir de lancer des attaques contre les infrastructures essentielles dont dépend la population civile, y compris les barrages et les systèmes de télécommunications.

Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et exhortons les FAS et les FSR à entamer des négociations sérieuses et constructives. Les acteurs extérieurs doivent cesser tout soutien qui alimente davantage le conflit, conformément à la Déclaration de principes adoptée

lors de la Conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins à Paris, en 2024, et à l'embargo des Nations Unies sur les armes au Darfour. Nous condamnons toutes les violations et les attaques illégales commises par les FAS, les FSR et leurs milices alliées.

Pour qu'une paix durable règne au Soudan, toute résolution du conflit doit s'appuyer sur la voix de la population civile soudanaise. Les femmes, les jeunes et la société civile doivent participer de manière constructive à tous les processus de paix.

Nous réaffirmons notre soutien à une transition démocratique et exprimons notre solidarité avec le peuple soudanais dans ses efforts pour façonner l'avenir du pays qui reflète ses aspirations à la liberté, à la paix et à la justice.

La souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Soudan sont primordiales.

Les membres du G7 demeurent déterminés à intensifier les efforts diplomatiques collectifs pour mettre fin à la plus grande crise humanitaire au monde et mettre un terme au conflit, notamment dans le cadre de la Conférence de Londres sur le Soudan.